

## Sommaire

Edito ..... p. 1

Hôpital Joffre Dupuytren,  
boniments et volte face  
à gogo ..... p. 2 à 3

IKEA... Rien ne va plus ! ..... p. 4

La formation, il est encore  
temps de s'inscrire ..... p. 5

Grève bien suivie à la sécu  
le 28 janvier dernier ..... p. 5

Retraites... Pas question  
de se laisser faire ! ..... p. 6 à 7

### LE SYNDICALISTE FO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LE CONCOURS DE :

- J-N LAHOZ, Secrétaire Général UD FO 91
- D. ROUSSEAU, Rédacteur en Chef
- C. DELIA, Chargé de la formation syndicale UD 91
- S. THUULT, Secrétaire CPAM 91
- C. GROZNER, Aide à la réalisation

### UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DE L'ESSONNE

12 Place des Terrasses de L'Agora  
91034 EVRY CEDEX

Tél. : 01.60.78.15.57

Fax : 01.60.77.96.94

E-mail : forceouvriere91@free.fr

Site : www.udfo91.com

Impression et conception :

DOMIGRAPHIC

8, rue Condorcet - ZAC des Radars

91350 GRIGNY

Directeur de la Publication :

Jean-Noël LAHOZ Bulletin bimestriel

CPPAP N° 0612S07348

## Editorial

**Le printemps est arrivé et pourtant, malgré le changement de saison, la situation est loin d'être idyllique.**

**Au contraire, la réalité économique et sociale nous plonge chaque jour dans les méandres d'entreprises en crise, de salariés malmenés et d'annonces aux retombées plus graves les unes que les autres.**

Des entreprises florissantes comme IKEA, souvent citées en modèle, ne sont plus épargnées.

Leur vernis craque et laisse entrevoir le malaise de ses salariés soumis à des conditions de travail toujours plus contraignantes et sans reconnaissance salariale en dépit des profits importants réalisés.

L'actualité est également marquée par le dossier des retraites qui bat tous les records d'intox !

On veut nous persuader que le déficit de la sécurité sociale existe bel et bien et qu'il est inéluctable.

Au nom de ce soit-disant déficit, toutes les mauvaises idées fusent

pour faire des économies sur le dos des salariés :

- reculer l'âge du départ à la retraite et augmenter la durée de cotisations
- démanteler la sécurité sociale en fusionnant les organismes et en sacrifiant le personnel
- réduire les prestations des cotisants et l'accès aux soins en fermant les hôpitaux ou en supprimant des services de soins...

FO refuse la double peine infligée aux salariés, austérité sur leur salaire et régression sur leur retraite et appelle à combattre la remise en cause sans précédent des services publics et de la protection sociale.

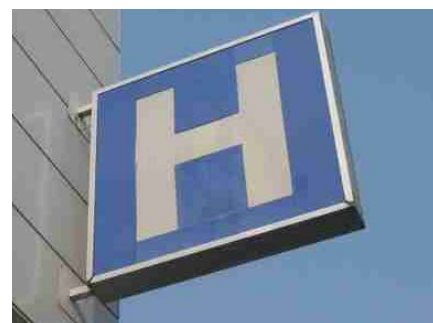
Le Secrétaire Général UD FO 91  
**Jean-Noël LAHOZ**

L'Union Départementale  
FO Essonne modernise son  
**site Internet !**  
**www.udfo91.com**

N'hésitez pas à le consulter  
et à réagir sur  
**Facebook... page « Union  
départementale FO 91 »**

## Hôpital Joffre Dupuytren, boniments et volte face à gogo

**Le plan de réorganisation des hôpitaux de l'APHP est sur les rails. Au plan national, 25000 suppressions de postes sont programmées à court terme. En région parisienne, de 3000 à 4000 emplois vont disparaître entre 2010 à 2012. Au nom de la réduction des dépenses de santé, l'hôpital essonnien Joffre Dupuytren se verra démantelé dès l'automne prochain. Le syndicaliste FO 91 vous en dit plus sur cette mesure dangereuse et irresponsable qui va participer à la dégradation de la qualité des hôpitaux et à la remise en cause de l'égalité d'accès aux soins pour tous.**



Il y a deux mois encore, Benoît Leclercq, directeur général de l'APHP affirmait que la fermeture de Joffre permettrait de maintenir la pérennité de tous les emplois sur le site unique de Dupuytren. Seuls quelques emplois liés à la disparition de Joffre prévue en 2012 restaient sur la sellette (moins d'une vingtaine), mais ils devaient correspondre à des départs volontaires non remplacés.

Le 1<sup>er</sup> février dernier, volte face ! Il annonce brutalement aux salariés stupéfaits la suppression de 68 lits de Soins de Suite et Réadaptation dès l'automne prochain. Deux étages de DUPUYTREN complets seront pulvérisés pour... financer la réouverture de la **première** tranche de SSR de l'hôpital Rothschild ! Quelle autre catastrophe découlera de la **deuxième** tranche à venir ? Le pire est à envisager...

Les hautes autorités ont donc décidé de déshabiller Dupuytren pour habiller Rothschild.

### Salariés sur le carreau

Le personnel dans son ensemble a été roulé dans la farine ! Nos questions et inquiétudes étaient justifiées (voir le Syndicaliste FO 91 n°127 de janvier 2010).

Conséquence directe : 68 soignants devront chercher, dans quelques semaines, un poste à Paris (Rothschild, Mondor ou autre établissement de l'AP).

Avec les effets pervers des restructurations des services, inhérentes à la formation du groupement hospitalier, ce ne sont pas moins de 100 à 110 emplois qui vont disparaître de l'hôpital cette année.

Encore une fois, les salariés restent sur le carreau et font les frais d'une politique de démantèlement de l'AP-HP, de diminution de l'offre de soins et de suppression des emplois.

Les propos de Monsieur Leclercq, lors de la réunion publique du 7 décembre tenue sur la ville de Draveil, n'étaient que mensonges et boniments pour endormir les personnels, y compris le corps médical qui n'a rien vu venir !

### Petit bout de la lorgnette

Joffre Dupuytren serait-il dans le collimateur de la plus haute autorité de l'AP-HP ? Cela y ressemble. J. D se voit reprocher la durée moyenne de séjour trop importante de ses patients !

La hiérarchie préfère regarder par le petit bout de la lorgnette sans tenir compte du fait que l'établissement

## Bref rappel de l'histoire de l'hôpital Joffre Dupuytren

En 1931, l'administration générale de l'AP ouvre un sanatorium dans la commune de Champrosay pour les malades tuberculeux parisiens et de la banlieue.

Il prend le nom en 1932, de sanatorium Joffre, et soignera la tuberculose jusqu'en 1960.

Il se convertit ensuite en établissement de moyen et long séjour pour l'accueil des personnes âgées et devient l'Hôpital Joffre.

En 1967, l'AP met en œuvre la construction d'un nouvel établissement sur la commune de Draveil.

Destiné à recevoir les malades chroniques, il permet de désencombrer les hôpitaux parisiens.

Fin 67, les deux hôpitaux fusionnent avec une direction unique!

C'est la naissance de l'hôpital Joffre Dupuytren, aujourd'hui menacé de démantèlement. ■



essonnien héberge les patients les plus « lourds », leur accueil ferait exploser les compteurs d'hospitalisation des sites parisiens.

Elle jette aussi délibérément aux oubliettes, toutes ces années où les hôpitaux parisiens faisaient les yeux doux à JD pour y transférer les patients dont ils cherchaient à se débarrasser au plus vite !

Effacés aussi les nombreux étés, où les services parisiens fermaient et cherchaient à placer leurs malades dans les hôpitaux de la grande couronne, aujourd'hui dénigrés et méprisés !

Les établissements parisiens garderont désormais intra muros les habitants de Paris dans des lits SSR prochainement ouverts dans la capitale. C'est bien, mais cela ne doit pas se faire au détriment des hôpitaux de grande banlieue.

Par ailleurs, Dupuytren se classe parmi les bons élèves de l'AP-HP. Il a rempli son objectif d'activités 2009 !

Il a même dégagé un boni d'un million et demi d'euros. Son taux d'occupation des lits s'élève à 96% malgré un tableau des emplois déficitaire.

Peu importe ses excellents résultats, il sera sacrifié au profit d'un parisianisme sectaire indigne de la maison AP-HP.

### **Bras de fer avec une direction amnésique**

La fermeture des 68 lits sur le site de Dupuytren découle du vote du conseil d'administration AP-HP pour mettre en place 12 groupes hospitaliers contre 37 hôpitaux actuels.

Ce vote du 3 juillet 2009 anticipait la régionalisation de la santé et le passage de l'AP-HP sous la tutelle de l'ARS d'Île de France.

Les syndicats CGT et FO sont opposés à la régionalisation de la santé et demandent que Joffre Dupuytren reste juridiquement sous la seule tutelle de l'AP-HP.

Ils exigent l'arrêt de son démantèlement, le maintien de tous les lits, de tous les



emplois, de toutes les activités dans les secteurs hospitaliers, administratifs, ouvriers...

La contestation s'est organisée autour de l'intersyndicale CGT-FO. Des mouvements de grève et de revendication ont eu lieu (6 février, 11 février, 15 février...), bien suivis par un personnel conscient des enjeux et de la gravité de la situation.

La municipalité de Draveil, à travers son maire et son conseil municipal, a voté une motion apportant son soutien à notre lutte légitime.

Au-delà du problème des personnels, c'est l'économie locale de la commune qui sera affectée par la mise à mal de Dupuytren.

De plus, nos aînés rencontreront davantage de difficultés de prise en charge médicalisée en Essonne alors même que se pose aujourd'hui le problème de placement des personnes âgées.

FO restera mobilisée pour que l'hôpital Joffre Dupuytren reste un hôpital à part entière au service de la population. ■





## IKEA... Rien ne va plus !

Ikea a longtemps bénéficié d'une bonne image de marque mais le « modèle suédois » s'est fissuré en début d'année 2010. Malgré les 52 millions de bénéfices nets réalisés par l'entreprise en 2009, les salariés d'IKEA se sentent oubliés et aimeraient bien recevoir une petite part du gâteau. Ce sont eux qui étaient au fourneau et la recette résulte de leur travail. Pourtant, lors des négociations annuelles obligatoires, la direction n'a proposé aucune augmentation collective de salaire, mais seulement 1.2% au mérite pour quelques uns. Inacceptable pour les syndicats qui se sont mobilisés pour réclamer une hausse générale des rémunérations.



De négociations en médiations, direction et syndicats ont discuté, parfois même sous l'égide de l'inspection du travail pour trouver un accord sur les salaires. FO revendique une augmentation générale de 4% pour tous (employés, agents de maîtrise et cadres) afin que les salariés aient enfin une petite part du gâteau ! ■

### Ikea en grève, du jamais vu encore !

Et pourtant, en février, les magasins et entrepôts du groupe ont bien été perturbés par des mouvements de revendications dont la presse écrite et audio visuelle s'est largement fait l'écho.

Au lendemain des premières négociations et de l'annonce de la direction sur ses projets salariaux, les grèves et débrayages ont débuté. 23 magasins sur 26 ont été affectés par le mot d'ordre de grève pour le 13 février !

### Climat social pas génial

IKEA Evry lui aussi était en grève le samedi 13 février 2010. Les clients venus ce jour-là ont rencontré devant le magasin des salariés en colère qui criaient leurs slogans et agitaient leurs banderoles.

« Augmenter les salaires, pas les horaires ! » ou encore « Le climat social n'est pas génial » et même « Il manque des pièces dans les salaires en kit »,

faisant référence à ce qui a fait le succès de l'enseigne : les meubles en kit à monter soi-même ! Un courant de sympathie et de soutien s'est établi entre les manifestants et les clients éventuels venus faire un tour de magasin en ce samedi@ glacial.

Jean Noël Lahoz secrétaire de l'UD FO 91 était venu épauler les travailleurs qui revendiquaient de meilleurs salaires : « Ikea France, premier acteur du secteur de l'ameublement, augmente son chiffre d'affaires régulièrement. Il n'est pas normal que les salaires ne suivent pas ! ».

### Pas seulement les salaires

Tous les témoignages des employés IKEA révèlent qu'au-delà de l'aspect pécuniaire, les conditions de travail se dégradent : amplitudes d'ouverture élargies, effectifs insuffisants, emplois précaires... Le problème est donc plus profond. L'aspect salaire émerge, c'est le plus important mais ce n'est qu'une petite partie de l'iceberg. La paix sociale au sein de l'enseigne est mise à mal.

### IKEA en chiffres

*L'histoire de IKEA débute en 1943 dans le petit village suédois d'Agunnaryd, son fondateur Ingvar Kamprad a tout juste 17 ans. Aujourd'hui, le groupe IKEA est devenu un acteur de premier plan dans le monde de la grande distribution, il emploie 128.000 personnes, compte 267 magasins dans 25 pays ou territoires. Les ventes du groupe IKEA pour l'exercice 2009 ont augmenté de 1,4 %, atteignant un total de 21,5 milliards d'euros. L'année passée, les magasins du groupe IKEA ont accueilli 590 millions de visiteurs.*

#### Les 5 principaux marchés :

**Allemagne 16%,  
USA 11%,  
France 10%,  
UK 7%,  
et Italie 7%.**

*(chiffres donnés par IKEA, sur son site [www.ikea.com](http://www.ikea.com))*

## La formation, il est encore temps de s'inscrire

Les notions d'économie vous paraissent parfois nébuleuses et vous souhaiteriez mieux les comprendre ? Vous en avez la possibilité avec le stage de trois jours proposé par l'UD FO 91 :

**« Découverte de l'économie » du 18 mai au 20 mai 2010.**



Les objectifs de ce stage sont clairement définis : **mettre à la portée de tous** les notions élémentaires d'économie.

Une fois ces éléments de base maîtrisés, vous pourrez non seulement expliquer les orientations essentielles de la Confédération, mais aussi construire et argumenter des revendications dans votre entreprise afin de les négocier.

Le programme de la formation est varié et permet de traiter le terrain économique et la répartition des richesses, sans mettre de côté la production et le libéralisme économique. De façon concrète vous verrez aussi le bulletin de paie, le salaire différé et le pouvoir

d'achat. Les sujets d'actualité liés à ce domaine sont également abordés au cours du stage.

Cette formation vous sera utile pour vos actions syndicales mais aussi dans votre vie personnelle et citoyenne. ■

**Pour s'inscrire, c'est simple !**

Procurez vous la fiche d'inscription sur le site de l'UD91 à la rubrique stages : [www.udfo91.com](http://www.udfo91.com) ou à l'UD 91 à Evry.

## Grève bien suivie à la sécu le 28 janvier dernier

**Pratiquement un salarié sur deux a suivi la grève le 28 janvier dernier à la CPAM 91! Le chiffre significatif de 50% a fait grimacer nos directeurs et porté un coup fatal à leurs constantes allégations « mais tout va bien chez nous ! » Si la situation était aussi bonne qu'ils le prétendent, les salariés n'auraient pas suivi aussi nombreux le mot d'ordre lancé par l'inter syndicale FO CGT CFDT et UGICT.**

Ce plus fort taux parmi tous les organismes d'Île de France, Caf ou CPAM révèle bien le ras le bol des salariés de la Caisse 91, prêts à perdre du salaire, pour manifester leur insatisfaction et faire connaître leurs attentes.

Devant la Caisse, les nombreux salariés venus exprimer leur colère n'ont pas eu peur du vent glacial. Slogans, chants, sifflets, frappements de mains... tout fut fait pour réchauffer l'atmosphère. Présents dès 14h devant le siège de la Caisse, les manifestants sont

restés jusqu'au bout pour soutenir, bruyamment, la délégation intersyndicale qui a rencontré la direction pour négocier. Lorsque les grévistes ont été avertis par SMS du refus systématique de la direction d'accorder quoi que ce soit sur la liste des revendications locales, ils n'ont pas hésité à envahir les locaux et à faire un réel vacarme pour démontrer leur détermination. Intimidation ? Cela y ressemblait mais finalement, la rencontre OS - Direction a débouché sur des avancées significatives sur les conditions de travail et prises de congés.

**Journée de revendication globalement positive.**

Elle a tout d'abord prouvé que sur la CPAM, tout ne va pas aussi bien que le clame haut et fort la direction. Ensuite, elle a montré que le rapport de force paye ! ■



## Retraites... Pas question de se laisser faire !

Depuis les réformes Balladur de 1993 et Fillon de 2003, de plus en plus de salariés sont contraints de travailler plus longtemps pour bénéficier d'une retraite à taux plein.

Tous les quatre jours, c'est un jour de cotisation supplémentaire qui s'ajoute au compteur d'annuités et à la fin 2010, nous en serons à 40 annuités et deux trimestres pour espérer une retraite à taux plein.

### Des chiffres édifiants

- 700 000 personnes vivent avec le minimum vieillesse (677€ par mois)
- 30% des fonctionnaires touchent le minimum de pension (944,87€ par mois)
- 40 % des salariés du privé partent en retraite avec le minimum contributif (environ 600 € par mois) hors retraite complémentaire
- Près d'un retraité sur dix (1,2 million) vit avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté
- 53% des retraités de la CNRACL (collectivités territoriales) touchent entre 600 € et 900 € de pension
- La retraite des femmes est inférieure de 40% à celle des hommes

### Déficit de la sécu : mensonge !

Force est de constater que depuis plusieurs années, l'Etat accorde des exonérations de cotisations qu'il est sensé compenser ! Ces montants, détournés du financement de la sécurité sociale, ont atteint la somme

► *Cotiser plus longtemps pour la retraite?*

**FO**  
la force syndicale

**PAS**  
**QUESTION**  
**40 ANS,**  
**C'EST DÉJÀ TROP**

### DE L'ARGENT, ON PEUT EN TROUVER...

Augmenter de 10% tous les salaires (1)	6,5 milliards d'euros
Compenser intégralement les exonérations de cotisations (2)	2,5 milliards d'euros
Créer 1 million d'emplois supplémentaires (3)	3 milliards d'euros
Cotiser sur l'intéressement et à la participation (4)	3 milliards d'euros
<b>Total (5)</b>	<b>15 milliards d'euros</b>

(1) La perte de pouvoir d'achat depuis l'an 2000 est estimée à 10%...

(2) 9 milliards depuis l'an 2000, près de 30 milliards depuis 1991 !

(3) Il y a en France plus de six millions de chômeurs...

(4) Plus de 100 milliards d'euros de bénéfice n'ont pas été réinvestis en 2008 !

(5) A rapprocher du déficit de 10,7 milliards d'euros prévu pour 2010.

de 30,7 milliards en 2008. Elles étaient de 28,2 milliards en 2007, 24,3 milliards en 2006, 21,1 milliards en 2005, 19,7 en 2004, 18,7 en 2003...

Les chiffres mettent clairement en évidence que la sécurité sociale est malade de ses recettes et non pas comme certains voudraient le laisser croire, de ses dépenses, de la fraude, d'arrêts de travail injustifiés ou tout autre raison. En effet malgré des dépenses contenues, le déficit a atteint des records du seul fait de la diminution importante des recettes liées aux pertes d'emploi des salariés, au chômage partiel, à l'accroissement des exonérations de cotisations patronales dans le cadre de la gestion gouvernementale de la crise.

**Il est clair que ces exonérations mettent en péril le maintien de notre système de protection sociale et incitent l'Etat à la fiscalisation pour financer la protection sociale.**

Cet argument sert à l'Etat pour remettre en cause le statut du personnel de la sécurité sociale en le privatisant au travers de la mise en place des ARS (Agence Régionale de Santé).

### **L'Union Départementale des Retraités FO demande en priorité**

1. L'indexation des retraites sur la hausse moyenne des salaires
2. Le retour au calcul sur les dix meilleures années
3. Le maintien de la retraite à 60 ans avec 40 annuités
4. Une retraite minimale au niveau du SMIC
5. L'amélioration de l'accès aux soins et une meilleure prise en charge des personnes âgées dépendantes
6. Après 20 ans de retraite, un retraité a perdu 30% de pouvoir d'achat, nous demandons un plan de rattrapage.

**COMMENT COMPRENDRE QU'EN PRODUISANT EN 2009 DEUX FOIS PLUS QU'EN 1982, ON NE PUISSE PAS MAINTENIR L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE À 60 ANS EN AYANT COTISÉ 37.5 ANNUITÉS ?**

#### **Avant Balladur...**

PIB de la France en 1982 : 891 Md'€

Nombre d'habitants en France en 1982 : 54,5 millions

1982 : richesse par habitant : 16348 € / habitant

#### **Après Fillon...**

PIB de la France en 2009 : 1950 Md'€

Nombre d'habitants en France en 2009 : 65 millions

2009 : richesse par habitant : 30000 € / habitant



## **FORCE OUVRIÈRE APPELLE TOUS LES SALARIÉS ET RETRAITÉS**

**à se mobiliser pour faire entendre leurs revendications et défendre les systèmes de retraites solidaires et par répartition, ceux que nos anciens ont obtenu en 1945 en créant la Sécurité Sociale.**



# RETRAITES 40 ANS, C'EST DÉJÀ TROP !

Avec la réforme Balladur d'août 1993, puis les réformes Fillon de 2003 et Bertrand de 2007 et 2008, le droit à la retraite à 60 ans est battu en brèche: remise en cause de la durée de cotisation de 37,5 années dans le secteur privé, alignement à 40 ans de cotisation dans le public et le privé, passage à 41 ans en 2012, remise en cause des régimes spéciaux.

Depuis la crise est intervenue, montrant la faillite et le danger du modèle économique libéral et la nécessité de changer de modèle.

Pourtant, les pistes de «réforme» des retraites qui se dessinent pour 2010 sont les mêmes qu'avant la crise:

- remise en cause des 60 ans;
- nouvel allongement de la durée de cotisation;
- mise en place d'un régime par points ou de comptes notionnels favorisant l'individualisation au détriment de la solidarité.

Trouvez l'erreur!

Au nom de quoi, parce qu'on vit plus longtemps faudrait-il travailler plus longtemps?

Le droit à la retraite est l'un des progrès qui ont favorisé l'augmentation de l'espérance de vie moyenne: heureusement, les salariés ne sont plus obligés de travailler jusqu'au bout.

Et viendrait-il à l'idée d'imposer que les femmes travaillent plus longtemps sous prétexte qu'elles vivent plus longtemps?

Une autre solution que le recul des droits et du progrès doit être choisie!

La question essentielle est celle du financement.

C'est donc sur le financement qu'il faut agir et trouver des solutions durables permettant de préserver les retraites par répartition et un droit à une vraie retraite.

## Ce qu'il faut savoir

- ▶ Une hausse des cotisations retraite de 1 point, c'est + 4 milliards d'euros de recettes pour le régime général;
- ▶ Un élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement et à la participation, c'est + 3 milliards d'euros de recettes;
- ▶ Une taxation des bénéfices non réinvestis, plus de 100 milliards d'euros en 2008, rapporterait, avec une taxe à 5%, + 5 milliards d'euros;
- ▶ Une augmentation générale des salaires représente, avec 1 point de masse salariale en plus dans le secteur privé, + 0,65 milliard d'euros de recettes pour le régime général;
- ▶ Une compensation intégrale des exonérations de Sécurité sociale, c'est + 1 milliard d'euros de recettes pour l'assurance-vieillesse;
- ▶ Un financement réel des éléments de solidarité dans le régime général, c'est + 12 milliards d'euros de recettes;
- ▶ 1 million d'emplois supplémentaires, c'est au minimum 3 milliards d'euros de cotisations vieillesse en plus.

Ces propositions nécessitent une répartition plus juste des richesses, appellent une politique économique et sociale différente, axée sur la croissance et la création d'emplois, ainsi qu'une grande réforme fiscale.

**On doit pouvoir dégager des recettes pour les retraites quand on en trouve pour les banques.**

Si la retraite n'est plus systématiquement synonyme de pauvreté, il n'en demeure pas moins que:

- D'ores et déjà, de plus en plus de salariés sont contraints de travailler plus longtemps pour bénéficier d'une retraite à taux plein;
- La retraite des femmes est inférieure de 40% à celle des hommes;
- 700 000 personnes vivent avec le minimum vieillesse (677 euros par mois);
- Près d'un retraité sur dix (1,2 million) vit avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté!

## Force Ouvrière revendique:

- ▶ le maintien du droit à la retraite à 60 ans;
- ▶ un taux de remplacement de haut niveau (75% du salaire moyen);
- ▶ l'arrêt de l'allongement de la durée de cotisation;
- ▶ une revalorisation des retraites indexée sur les salaires;
- ▶ la prise en compte de la pénibilité;
- ▶ le maintien des droits familiaux et conjugués.

Pour la fonction publique et les régimes spéciaux,

## Force Ouvrière exige:

- ▶ le maintien du code des pensions et des statuts particuliers;
- ▶ le maintien du calcul sur les six derniers mois;
- ▶ une meilleure prise en charge des rémunérations accessoires;
- ▶ la garantie d'une pension à 60 ans.

Force Ouvrière appelle tous les salariés et retraités à se mobiliser pour faire entendre nos revendications et défendre nos systèmes de retraites solidaires et par répartition.

Force Ouvrière s'oppose à la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans et à l'allongement de la durée de cotisation.

40 ANS !  
C'EST DÉJÀ TROP !